

La réplique des Flamands aux francophones

• Un jour après l'émergence d'un axe de centre gauche au sud du pays, une coalition de centre droit se lève en Flandre.

• N-VA et CD&V négocient le prochain gouvernement.

• La logique "confédérale" à l'œuvre au fédéral ?

La N-VA et le CD&V unissent leur destin en Flandre

La réplique ne s'est pas fait attendre. Jeudi, le PS et le CDH annonçaient leur intention de nouer des coalitions en Région wallonne et à Bruxelles où ils seraient rejoints par le FDF. Ce vendredi, sur le coup de 17 heures, les ténors de la N-VA et ceux du CD&V convoquaient la presse au Parlement flamand pour faire part de leur intention de former ensemble un gouvernement à la Communauté flamande.

Le leader nationaliste Bart De Wever a nié que cette annonce avait été précipitée par la constitution, un jour plus tôt, et à la surprise générale, d'un axe PS-CDH au sud du pays. "Non, a-t-il lâché, ce n'est pas une réponse aux francophones. Comme informateur flamand, j'ai rencontré différents partis. J'ai comparé les programmes et j'en ai conclu que la N-VA et le CD&V pouvaient constituer une coalition logique et cohérente."

Personne n'est cependant dupe. Il est évident que l'annonce d'une coalition

entre ces deux-là fait suite à l'initiative du PS en Wallonie et à Bruxelles. Le matin même sur Radio 1, le ministre-Président flamand Kris Peeters (CD&V) avait d'ailleurs invité Bart De Wever à entamer rapidement des négociations au niveau flamand. Un signal que Bart De Wever attendait impatiemment. Ironie de l'histoire: le PS, en ficebant un axe avec le CDH, vient conforter la thèse de Bart De Wever selon laquelle deux démocraties coexistent en Belgique – l'une de centre droit en Flandre, l'autre de centre gauche en Wallonie.

Délégation de haut rang

Les négociations à proprement parler commenceront après le week-end de Pentecôte. La délégation du CD&V sera emmenée par le toujours ministre-Président flamand Kris Peeters et composée des ministres sortant Hilde

Crevits, Jo Vandeurzen et Joke Schauvliege. De son côté, la délégation de la N-VA sera menée par le ministre flamand Geert Bourgeois, lequel sera accompagné du ministre sortant Philippe Muyters, de la présidente du CPAS d'Anvers Liesbeth Homans et du député fédéral Ben Weyts.

Les plus déçus dans cette histoire, ce sont les libéraux flamands, écartés du pouvoir régional – comme leurs homologues francophones au sud du pays un jour plus tôt. La présidente du parti,

Gwendolyn Rutten, a regretté "un choix dicté par une logique confédérale alors qu'une possibilité existait de former un gouvernement sans le PS et de mener des politiques socio-économiques".

Contrairement au MR, l'Open VLD n'entend pas monter dans un gouvernement fédéral s'il n'est pas dans le gou-

vernement régional. "Notre programme est un et indivisible, a-t-elle dit vendredi soir. Nous n'irons pas dans un gouvernement fédéral si on ne peut pas mettre notre empreinte au niveau flamand."

Cette prise de position a cependant des conséquences. Elle rend impossible le scén-

nario un peu fou d'un gouvernement fédéral avec le seul MR sur le banc francophone et de la tripartite classique. Il ne resterait donc qu'une coalition crédible N-VA-CD&V d'un côté et l'axe PS-CDH de l'autre. Un attelage qui cadrerait bien avec la logique confédérale chère à Bart De Wever.

V.R.

Au fait, Bart De Wever est toujours informateur royal...

La vitesse à laquelle les majorités régionales ont été nouées à tous les niveaux en ferait oublier le travail de l'informateur royal Bart De Wever... Oui, au fait, il doit remettre son rapport définitif au Roi mardi prochain sur les possibilités et les impossibilités d'alliance au fédéral. Après le coup de force du PS au sud du pays et l'émergence d'une future coalition N-VA/CD&V en Flandre, tout va être plus dur pour mettre d'accord francophones et néerlandophones. Il reste trois scénarios envisageables désormais.

1 Le gouvernement "des droites". Si Bart De Wever souhaite vraiment faire monter la N-VA au fédéral, il lui reste deux options qu'il va tenter d'exploiter par des contacts tout ce long week-end. D'abord, l'option de l'Orange bleue "survitaminée" (MR/CDH/CD&V/Open VLD/N-VA). Mais les socialistes francophones, inquiets face à l'ambivalence du CD&V, ont pris de vitesse ce modèle en rendant impossible un axe MR/CDH dans les entités fédérées. Le CDH irait-il signer avec le MR et la N-VA au fédéral au risque de devoir faire le grand écart entre une politique de droite libérale au fédéral et une politique de gauche dans les Ré-

gions? Non, évidemment. Même si Benoît Lutgen n'a rien promis aux socialistes en échange de la présence du CDH dans les entités fédérées, affirme une source francophone. Et puis, le MR n'a pas envie de vendre son âme à la N-VA et de le payer aux élections.

2 Le gouvernement "confédéral". La présence du PS au gouvernement fédéral est quasiment inévitable désormais. Bart De Wever pourrait donc être tenté, malgré tout, de gou-

piller une coalition avec les socialistes francophones. Problème: le PS, menacé par le PTB, refusera tout accord de gouvernement qui serait trop étiqueté "libéral". Une nouvelle grande réforme de l'Etat est également à oublier. Alors quoi? L'informateur pourrait tenter de dupliquer les coalitions wallonne et flamande pour composer l'aile francophone et l'aile néerlandophone de l'exécutif fédéral. Cela donnerait un gouvernement PS/CDH/N-VA/CD&V. Quel serait l'intérêt de la formule pour les nationalistes flamands? Bart De Wever appliquerait en fait ici la logique confédérale, celle que son parti défend et qui postule que le niveau fédéral ne doit être que le reflet automatique des coalitions fédérées. Une telle alliance fédérale, aussi hétérogène (PS

et N-VA ensemble...), ne pourrait rien décider et serait condamnée à mener une politique ultracentriste. Cela con-

viendrait idéologiquement au CD&V et au CDH. Quant au PS, il aurait réussi son pari de rester au pouvoir partout.

3 La tripartite traditionnelle. Mais si les deux premières options capotent, comme on peut s'y attendre, Bart De Wever devra rendre son tablier d'informateur au Roi. Et il faudra trouver une autre formule pour le fédéral. Il reste la tripartite traditionnelle entre libéraux, socialistes et sociaux-chrétiens du nord et du sud. Mais la négociation d'une telle alliance risque d'être longue... Un partenaire va poser problème: le CD&V. Il faudra le convaincre de lâcher la N-VA et, pour cela, il faudra plusieurs semaines. Peut-être des mois...

F.C.

Le MR, seul au fédéral, le scénario fou

L'idée mûrit dans l'esprit de Bart De Wever depuis le soir des élections. Une idée culottée, improbable, impensable... Celle de faire monter le MR comme seul parti francophone dans le gouvernement fédéral. Le président de la N-VA souhaite former un exécutif de centre-droit à l'échelon national. En tant qu'informateur, il teste d'ailleurs cette option. Avec son parti, on aurait le CD&V côté flamand – plus le VLD s'il le faut. Le MR, évidemment, côté francophone. Voire le CDH. Voire...

C'est que Bart De Wever ne croit pas en la capacité des humanistes à accepter de monter dans un tel attelage. D'où sa tentation d'inviter le seul MR (dans un tel cas, la présence de l'Open VLD serait numériquement indispensable).

Hypothèse folle? Sans aucun doute. Mais elle a gagné en crédibilité depuis l'annonce surprise, jeudi, de la formation de majorités PS-CDH en Wallonie

et PS-CDH-FDF en Région bruxelloise. Dans ce contexte, on imagine très mal le CDH lâcher le PS au fédéral.

Au MR, on reste évidemment prudent. *"La question n'est pas à l'ordre du jour"*, dit un proche du président Michel. Certes. Mais si elle devait apparaître, les libéraux ne ferment pas la porte. *"Tout est envisageable"*, entend-on.

Sept ministres et le poste de Premier

Plusieurs éléments plaident en faveur de ce scénario. D'abord, les maroquins ministériels. Le gouvernement est composé de quinze ministres maximum, répartis de manière égale entre francophones et néerlandophones. Le MR en aurait dès lors... sept. La moitié. Enorme! Ainsi que – cerise sur le gâteau – éventuellement le poste de Premier ministre pour Didier Reynders.

En outre, Bart De Wever pourrait accepter de signer un accord de gouverne-

ment assez proche du programme du MR, pas incompatible avec ceux du CD&V et de l'Open VLD.

Ceci dit, les freins sont nombreux... Un: le CD&V doit accepter le scénario. Si les syndicats descendent dans la rue, il sera le premier à en payer l'addition. Deux: la N-VA devra mettre le communaire au frigo. Pas gagné... Et trois: il faut que le MR ait les reins assez solides pour, d'une part, subir les foudres de toutes les autres formations francophones pendant cinq ans; et, d'autre part, accepter de pactiser avec la N-VA.

"Nous avons toujours dit que, si nous étions à la manœuvre, nous ne convoquerions pas la N-VA. Le contexte est très différent...", nous souffle un MR influent. *"Si le CDH devait refuser l'invitation de De Wever, il se mettrait dehors tout seul."* La vérité d'un jour (de campagne) n'est pas celle du lendemain (d'élections).

A. C.